

**GRANDLYON**  
communauté urbaine

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS**  
**DU BUREAU**

Bureau du **10 décembre 2012**

Décision n° **B-2012-3771**

commune (s) :

objet : Travaux de maintenance et petits travaux neufs sur biens immobiliers de la Communauté urbaine de Lyon - Lot n° 11 : occultation volets roulants - Autorisation de signer le marché à la suite d'une procédure adaptée

service : Délégation générale aux ressources - Direction de la logistique et des bâtiments - Service de la gestion administrative et financière

**Rapporteur** : Monsieur Darne

**Président** : Monsieur Gérard Collomb

Date de convocation du Bureau : lundi 3 décembre 2012

Secrétaire élu : Madame Dounia Besson

Compte-rendu affiché le : mardi 11 décembre 2012

Présents : MM. Collomb, Bret, Darne J., Reppelin, Da Passano, Mme Domenech Diana, M. Calvel, Mme Vullien, MM. Crimier, Philip, Mme Pédrini, M. Abadie, Mmes Besson, David M., MM. Barge, Passi, Brachet, Colin, Barral, Desseigne, Mme Dognin-Sauze, M. Crédoz, Mme Gelas, MM. Claisse, Bouju, Mme Peytavin, M. Rivalta.

Absents excusés : M. Buna (pouvoir à M. Bouju), Mme Guillemot (pouvoir à M. Crédoz), MM. Charrier (pouvoir à Mme Besson), Daclin, Kimelfeld, Charles, Sécheresse, Bernard R., Vesco, Mme Frih (pouvoir à M. Claisse), MM. Julien-Laferrrière, Sangalli.

Absents non excusés : MM. Arrue, Assi, David G., Lebuhotel.

**Bureau du 10 décembre 2012****Décision n° B-2012-3771**

objet :	<b>Travaux de maintenance et petits travaux neufs sur biens immobiliers de la Communauté urbaine de Lyon - Lot n° 11 : occultation volets roulants - Autorisation de signer le marché à la suite d'une procédure adaptée</b>
service :	Délégation générale aux ressources - Direction de la logistique et des bâtiments - Service de la gestion administrative et financière

**Le Bureau,**

Vu le projet de décision du 28 novembre 2012, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le Conseil de communauté, par sa délibération n° 2008-0006 du 25 avril 2008 modifiée, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation, selon l'article 1.12.

Ce marché concerne les travaux d'occultation volets roulants à réaliser pour la maintenance, la rénovation ou la transformation des immeubles bâtis ou non de la Communauté urbaine de Lyon. Il s'agit de travaux de technicité courante ou confirmée, susceptibles d'être réalisés sur l'ensemble du patrimoine de la collectivité.

Une procédure adaptée a été lancée en application des articles 26, 27 III, 28 et 40 du code des marchés publics pour l'attribution du marché relatif aux travaux de maintenance et petits travaux neufs sur biens immobiliers de la Communauté urbaine - lot n° 11 : occultation volets roulants.

Le marché ferait l'objet d'un marché à bons de commande conformément à l'article 77 du code des marchés publics, conclu pour une durée ferme de un an, reconductible de façon expresse 3 fois une année.

Le marché ne comporterait pas d'engagement de commande minimum et un engagement de commande maximum de 100 000 € HT, soit 119 600 € TTC pour la durée ferme du marché. Les montants relatifs à la période ferme seront identiques pour les périodes de reconduction.

Conformément aux critères d'attribution prévus au règlement de la consultation, le représentant du pouvoir adjudicateur, par décision du 12 novembre 2012, a classé première et choisi celle jugée économiquement la plus avantageuse, de l'entreprise Voilerie Villeurbannaise.

Il est donc proposé au Bureau d'autoriser monsieur le Président à signer ledit marché, conformément aux articles L 2121-29 et L 2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

Vu ledit dossier ;

**DECIDE**

**1° - Autorise** monsieur le Président à signer le marché à bons de commande pour les travaux de maintenance et petits travaux neufs sur biens immobiliers de la Communauté urbaine de Lyon - lot n° 11 : occultations volets roulants et tous les actes contractuels y afférents, avec l'entreprise Voilerie Villeurbannaise sans montant minimum et un montant maximum de 100 000 € HT, soit 119 600 € TTC pour une durée ferme de un an, reconductible de façon expresse 3 fois une année.

**2° - La dépense** sera imputée sur les crédits à inscrire aux budgets principal et annexes - exercices 2013 et suivants, en section de fonctionnement ou d'investissement selon la nature de la destination des travaux réalisés.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme,  
le Président,  
pour le Président,

**Reçu au contrôle de légalité le : 11 décembre 2012.**